

DIAL 3460

# BRÉSIL - Dom Helder déclaré patron brésilien des droits humains

*Pastoral da terra*

vendredi 22 juin 2018, mis en ligne par [Dial](#)

*Ce texte, publié dans la revue [Pastoral da terra](#) (n° 232, janvier-mars 2018) publié par la Commission pastorale de la terre (CPT) brésilienne, documente un autre aspect, assez cynique, de la politique du gouvernement de Michel Temer.*

---

Par la loi 13.581/2017 adoptée et publiée au *Journal officiel* du 26 décembre 2017, Dom Helder Câmara a été déclaré patron des droits humains au Brésil. Le projet de loi qui proposait de conférer ce titre à Dom Helder, décédé en 1999, a été déposé en 2014. L'objectif était de rendre hommage à l'un des fondateurs de la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB), « grand défenseur des droits humains pendant le régime militaire brésilien ».

Mais son adoption dans la conjoncture actuelle, comme l'a fort bien écrit notre camarade Roberto Malvezzi, dit Gogó, est une insulte de Temer [1] à la mémoire de Dom Helder. En effet, comme l'a expliqué M<sup>gr</sup> Antônio Fernando Saburido, l'archevêque actuel d'Olinda et Recife, Temer « a transformé en coquille vide le Secrétariat des droits humains de la Présidence de la République et a mis à mal tout le travail qu'il était en train de faire contre toutes les discriminations ». L'archevêque a ajouté que « ce décret présidentiel, pour être sincère et cohérent, doit s'accompagner d'une autre manière de gouverner le pays et de prendre soin de ce qui est public, notamment du grand bien que constitue le peuple, et, tout particulièrement, les plus fragiles ».

---

- **[Dial](#) - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3460.**

- Traduction de Stéphane Latarjet pour Dial.

- Source (portugais) : [Pastoral da terra](#), n° 232, janvier-mars 2018.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, le traducteur, la source française (Dial - [www.dial-infos.org](http://www.dial-infos.org)) et l'adresse internet de l'article.

---

## Notes

[1] Michel Temer, au pouvoir depuis la destitution de Dilma Rousseff en août 2016 - note DIAL.